

L'homme inutile, du bon usage de l'économie

Pierre-Noël Giraud

Paris, Odile Jacob, 401 p., 2015

P. Criqui, 15 février 2015

Après *L'inégalité du monde* il y a vingt ans, puis ses ouvrages sur la finance, la globalisation et l'industrie française, Pierre-Noël Giraud poursuit, avec *L'homme inutile*, son exploration des grandes problématiques économiques en ce début du XXI^e siècle. Cette exploration est ambitieuse et originale puisque menée largement en dehors des sentiers battus de la science économique académique. Elle témoigne d'une exceptionnelle capacité, d'une part à interroger les finalités de la science économique, et d'autre part à porter un regard éclairé sur les fondamentaux de l'économie réelle, les ressorts de la crise, les solutions structurelles à mettre en œuvre. *L'inégalité du monde* portait, il y a 20 ans, un diagnostic argumenté sur la réduction, dans la globalisation, des inégalités internationales, au prix d'une augmentation des inégalités au sein de chaque société, au Nord comme au Sud. Cet ouvrage est toujours d'actualité. Gageons que la synthèse que constitue *L'homme inutile* nous accompagnera aussi pendant de nombreuses années.

1. Du bon usage de l'économie. L'ouvrage s'ouvre sur un propos qui se démarque totalement de la conception dominante de ce qu'est l'objet même de l'économie. Contrairement à la vision utilitariste qui affirme que le but de l'économie est celui de la maximisation de l'utilité sociale totale, indépendamment de la répartition du produit, Pierre-Noël Giraud affirme que l'objet de l'économie doit être la question de la maîtrise des inégalités, beaucoup plus que celle de la croissance. D'une part la croissance du produit est, en raison des effets qualitatifs, difficile à mesurer, et d'autre part il apparaît de plus en plus que le bien-être des individus est défini en termes relatifs, par rapport à la situation des autres, ceux auxquels il est possible de se comparer. Les débats sur les politiques macroéconomiques à mettre en œuvre, les politiques de rattrapage dans les pays émergents, la mise en œuvre d'une transition écologique, la recherche des solutions à la crise de la dette, toutes ces questions renvoient selon l'auteur à celle de la gestion de conflits de répartition, que ce soit dans une perspective synchronique ou diachronique.

Après un panorama des grandes étapes de la constitution de la pensée économique – de la révolution de l'agriculture jusqu'aux théories des marchés imparfaits et de l'asymétrie d'information – P.N. Giraud propose un « bon usage » de l'économie. Le cadre commun est celui du triptyque : acteurs rationnels, modes de coordination entre ces acteurs (essentiellement marchés et hiérarchies) et institutions régulatrices. L'usage des modèles est aussi commun à la plupart des économistes ; mais les modèles sont divers et doivent chacun permettre de répondre à une question précise ; ils doivent aussi être validés alors qu'il est impossible – en dehors du champ strictement microéconomique – de recourir à l'expérience ; il demeure donc toujours, dans les modèles économiques, une part d'indétermination qui, inéluctablement, suscitera désaccords et controverses. Il est donc possible d'identifier les quatre temps de la démarche économique : 1/ analyse et prospective, 2/ choix de l'objectif collectif, 3/ préconisations pour les politiques, 4/ mise en œuvre de ces politiques [NDLA : on remarquera que ces quatre temps répondent assez fidèlement à la démarche de l'« enquête scientifique » au service de finalités sociales, telle que préconisée notamment par J. Dewey]. Ils donnent la séquence des chapitres suivants.

2. L' « Adieu à Malthus ». A l'instar d'Alfred Sauvy, PNG suggère de partir de la démographie et d'analyser les relations entre la dynamique des consommations – expliquée par la démographie – et la production – expliquée par les stocks de capital naturel et de capital technique. Jusqu'au XVIII^e

siècle, l'histoire longue a donné raison à la théorie de Malthus car la faible accumulation de capital technique n'a permis qu'un progrès lent de la production et de la population, ponctué de grandes régressions locales. Tout change à partir du XIX^e siècle avec l'augmentation des rendements agricoles, des puissances mécaniques et de l'énergie disponibles, qui permettent une augmentation accélérée de la production. Les progrès dans les conditions de vie enclenchent quant à eux la première phase de la transition démographique, celle de la croissance rapide de la population du fait de la chute des taux de mortalité. Ce ne sera qu'à partir des années 1950 et singulièrement avec le Rapport du club de Rome en 1972 que le schéma de croissance illimitée enclenché avec la révolution industrielle sera remis en cause.

Malthus aura-t-il donc raison, en dernier ressort ? Non, répond l'auteur : d'une part la deuxième phase de la transition démographique est celle de la chute de la natalité qui dans les pays les plus avancés conduit à une croissance nulle ou négative de la population. Tous les pays étant aujourd'hui engagés dans la transition, la population mondiale va se stabiliser après le milieu du siècle, à moins de 10 Mds d'habitants, avant de commencer à décroître... P.N.Giraud passe alors en revue les grands domaines dans lesquels les contraintes à la croissance sont susceptibles d'apparaître : l'eau (avec des problèmes locaux mais non globaux), l'alimentation (confiance en une révolution « doublement verte »), les matières premières minérales (sans cesse économiquement renouvelées par le recyclage et la mise en production de nouveaux gisements), enfin le carbone fossile (un « problème de poubelle » et non un problème de ressources). Au-delà des crises locales, PNG conclut bien à un inéluctable « adieu à Malthus ». Sa « conjecture en temps d'incertitudes » est que, compte-tenu de la décroissance de la population d'ici la fin du XXI^e siècle, l'espèce humaine ne sera – au-delà des crises locales – pas confrontée à des contraintes globales. Son « scénario le plus probable » pour le XXI^e siècle est celui d'un monde marqué à la fois par un progrès technique rapide permettant la connexion généralisée et par un changement climatique à fort impact, mais auquel une population réduite en nombre aura su s'adapter. C'est ici que l'on peut sans doute témoigner d'un désaccord marqué en regrettant l'absence d'un scénario alternatif (deux scénarios valent toujours mieux qu'un !) avec un futur mieux maîtrisé pour ce qui constitue sans doute la première contrainte globale, la contrainte climatique...

3. Globalisations et inégalités. Ce chapitre expose une des contributions les plus significatives de PNG au cours des dernières années : celle de l'analyse conjointe de la globalisation et de la dynamique des inégalités. La première globalisation, décrite par F. Braudel, est celle qui commence avec la découverte des Amériques et s'appuie sur une succession de « villes-mondes », alors que parallèlement se constituent les Etats-nations. La seconde globalisation démarre avec la révolution industrielle et voit la constitution des empires coloniaux. Alors que le début et le milieu du XX^e siècle est une phase de conflits et de déglobalisation, à partir de 1945 s'instaure ce que PNG dénomme le « régime de croissance sociale-démocrate autocalibrée ». Ce régime est progressivement remis en cause par la triple globalisation en cours : globalisation d'abord commerciale et aujourd'hui des firmes, globalisation financière, globalisation numérique. Ce triple mouvement rend nécessaire le renouvellement des cadres analytiques : ni la macroéconomie keynésienne en économie ouverte, ni les versions modernes des théories ricardiennes du commerce international (théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson), ni encore les approches en termes d'imperfections de marché (Paul Krugman) ne rendent compte en effet de la nouvelle réalité instaurée par l'action des firmes globales dans la triple globalisation : celle, essentielle, de la mobilité géographique des connaissances.

Après la première formulation du cadre analytique dans *L'inégalité du monde* en 1996, PNG propose un modèle de territoires économiques sous souveraineté étatique, au sein duquel les emplois sont structurés selon une dichotomie « emplois nomades/emplois sédentaires » : les emplois nomades

[NDLA : produisant des biens échangeables, *tradable* chez des économistes comme Michael Spence] sont mis en compétition par les firmes globales, alors que les emplois sédentaires ne sont en compétition qu'avec d'autres emplois sur le même territoire. Le modèle formel permet de montrer que : le PIB représente la somme des revenus des emplois nomades et des emplois sédentaires ; un indicateur des inégalités est le rapport du revenu moyen des emplois nomades à celui des emplois sédentaires ; que la maîtrise de ces inégalités passe – et c'est là un résultat central – par une augmentation du nombre des nomades dans l'économie et/ou une augmentation de la préférence pour les biens et services sédentaires. Cela afin de maîtriser une situation paradoxale : « plus les sédentaires d'un territoire sont pauvres et plus ses nomades sont compétitifs sur le marché mondial, mais aussi plus les nomades sont nombreux et riches et plus les revenus des sédentaires sont élevés » (PNG prend pour exemple la situation des ingénieurs de l'informatique par rapport aux habitants des bidonvilles de Bangalore).

Si, dans les pays émergents, l'augmentation du nombre des nomades découle des transferts de connaissance des firmes globales et donc d'un phénomène d'imitation, dans les pays riches l'augmentation du nombre des nomades ne peut découler que de l'innovation par la recherche. Le rattrapage des pays émergents est cependant susceptible de faire basculer nombre de nomades des pays riches dans la catégorie des sédentaires, avec pour corollaire une déqualification et la perte de compétences qui seront difficiles à reconstituer. Dans tous les cas, la globalisation permet une réduction des inégalités internationales mais avec augmentation des inégalités « intra-nationales », chez les rattrapés comme chez les émergents. Quant aux pays stagnants, notamment en Afrique, ils doivent attendre devant la porte étroite de l'émergence.

Les principales conséquences de ces évolutions sont d'abord la disparition de la « contrainte de réalisation » sur un territoire donné (soit l'adéquation des capacités de production et de consommation, caractéristique du régime de croissance sociale-démocrate autocentré [NDLA : d'autres diraient « fordiste »]). La deuxième conséquence est la création, partout, de véritables « trappes » dans lesquelles sont précipités les sédentaires superflus. La troisième est celle de l'« errance » des conflits sociaux qui ne peuvent plus être fixés sur des territoires et des acteurs identifiés (avec pour conséquence des risques politiques, les guerres civiles se substituant à la lutte des classes). Tous ces phénomènes, renforcés par les inégalités d'attractivité entre territoires, font que les trappes de pauvreté et d'exclusion se consolident, alors même que « les gagnants raflent tout » [NDLA : *The winner-take-all society* de Robert Franck].

En prospective, il est peu probable, selon PNG, qu'apparaisse un mouvement de relocalisation spontanée. Ni l'évolution des coûts de transport, ni l'avantage de la proximité des marchés de consommation, ni enfin celui de la qualité des produits ne sont susceptibles d'infléchir significativement les conditions de compétitivité relative. La compétitivité relative entre pays rattrapés et « pays à bas salaire et à capacités technologiques », sera maintenue par l'application par ces derniers du mercantilisme moderne qui vise à maximiser le nombre des emplois nomades sur leur sol. Le diagnostic final est donc le suivant : à politiques inchangées la globalisation des firmes continuera à réduire les inégalités de revenus entre rattrapés et émergents, elle pourrait conduire à un décollage très inégal de l'Afrique (entre régions côtières dynamiques recevant les IDE et zones d'effondrement), cela alors que les inégalités entre nomades et sédentaires se renforceront encore aux Etats-Unis ou en Europe.

4. L'instabilité de la finance. Le chapitre consacré à la finance commence sur le constat des instabilités induites par la finance moderne, tout en rappelant que la distinction entre civilisation matérielle, économie marchande et capitalisme financier a déjà été formulée par Fernand Braudel. Mais il serait vain selon PNG de vouloir affranchir l'« économie vertueuse » de la « finance

prédatrice » car le capitalisme, même primitif, est construit sur une pyramide de dettes. La question qui importe est plutôt celle de l'instabilité de la finance libéralisée, sa contagion au reste de l'économie et les conséquences de cette contagion pour les inégalités et l'inutilité.

La finance n'est pas parasitaire par essence : dans la pyramide « marchandises-monnaie-titres » la finance est bien « le commerce des promesses », les titres financiers constituant des promesses sur des revenus et des profits futurs. Promesses parce que les processus économiques s'inscrivent dans le temps et donc dans l'incertitude : il faut investir dans des machines avant de produire et investir dans des biens durables avant de consommer. La finance n'est donc pas une superstructure inutile car elle assure deux fonctions essentielles : 1/ le transfert de moyens monétaires vers ceux qui investissent ; 2/ la gestion des risques entre ceux qui veulent s'en débarrasser (en se couvrant) et ceux qui les acceptent (en spéculant).

La finance de marché est par définition instable puisque le prix d'un titre dépend : des flux d'information – quantitative ou qualitative – sur le passé et des déclarations publiées sur l'avenir ; des modèles d'interprétation des différents acteurs ; de la réévaluation permanente découlant de ces modèles du couple bénéfice-risque et donc des décisions d'achat ou de vente de chaque titre.

Lorsque les promesses de revenus futurs deviennent excessives en regard des revenus attendus, apparaît ce que PNG a nommé dans son ouvrage sur la finance le « mistigri », c'est-à-dire la part de la dette qui ne pourra être honorée, ou encore la mauvaise dette. Toute crise financière ou « krach », révèle l'existence d'un mistigri, mais ne lève pas l'inconnue sur son importance exacte : certaines banques tombent en situation d'illiquidité voire en faillite, ce qui purge une partie du mistigri ; dans un deuxième temps une autre partie du mistigri est logée dans les dettes publiques alimentant le déficit public, mais aussi dans la réduction des revenus du travail. Enfin une dernière phase de la purge oppose keynésiens et libéraux autour d'un dilemme « de poule et d'œuf » : faut-il purger rapidement pour retrouver la croissance ou soutenir la croissance pour assurer la purge ? La crise de la dette grecque illustre ces enchaînements, PNG note qu'elle aura au moins permis de faire avancer l'Europe avec la mise en place d'un fonds de soutien aux Etats membres faisant l'objet d'attaques spéculatives et avec le lancement de l'Union bancaire.

Parmi les leçons à tirer de la crise financière ouverte en 2008, il y a d'abord le fait que des instruments de plus en plus complexes et le développement du *shadow banking*, combinés à des systèmes de rémunération favorisant la rémunération des gains sans sanctionner les pertes, ont entraîné une explosion du mistigri, et avec elle l'organisation d'un « casse du siècle ». La réforme de la finance de marché s'impose donc et elle doit : réduire les asymétries d'information ; contrôler le niveau des prises de risque ; éviter les contagions de l'instabilité de la finance vers l'économie réelle, causes des crises systémiques. Faute de quoi, les conflits de répartition resurgiront, revêtant parfois, comme dans le cas de la dette grecque, une dimension nationaliste. Et il existe bien d'autres dettes souveraines, comme celle des Etats-Unis à l'égard de la Chine...

5. L'homme inutile. Ce chapitre ouvre la partie normative de l'ouvrage avec un questionnement sur : comment construire une société dans laquelle tous les hommes seraient « utiles » et trouveraient ainsi leur valeur ? Les grands auteurs invoqués sont alors John Rawls et Amartya Sen, deux théoriciens de la justice. John Rawls accepte les inégalités lorsqu'elles sont « efficaces » et sous condition de disponibilité pour chacun d'un « panier de biens premiers » : une société plus inégalitaire qu'une autre sera alors préférable si elle assure un revenu supérieur aux plus défavorisés (critère du maximin de Rawls). Pour Amartya Sen, une société juste doit assurer à chacun la liberté substantielle (effective) d'accomplir ce qu'il a le droit de vouloir accomplir : il faut donc que chacun

soit égal du point de vue des capacités élémentaires autorisant cette liberté. Deux conceptions finalement fort différentes et PNG prend clairement parti pour la seconde.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont fondés sur un consensus autour de la lutte contre l'extrême pauvreté définie avec un seuil de 1,25 \$/jour, soit environ 500 \$/an (ces seuils ont peu de signification en Europe ou aux Etats-Unis, et en Europe la pauvreté est définie de manière relative avec un seuil, purement conventionnel, égal à 60 % du revenu médian). Si le « panier de subsistance » de Rawls est défini comme le sous-ensemble physique des « libertés substantielles » de Sen, alors les OMD apparaissent bien comme un minimum. Or, en 2015 tous les OMD n'ont pas été atteints [NDLA : même si en 2015 la part de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté est passée en dessous de 10 %]. Cela parce que depuis 2008 il apparaît de plus en plus clairement, pour des organisations comme Oxfam ou le FMI, que les « trappes à pauvreté » ou à inutilité sont aussi le résultat des inégalités croissantes.

L'inutilité est d'abord « inutilité aux autres » : d'un point de vue économique les hommes inutiles sont d'abord ceux qui ne peuvent vivre de leur travail, mais aussi les *working poor*, dont la productivité est insuffisante pour assurer un salaire véritable. Mais l'impossibilité à améliorer leur propre sort dans laquelle se trouvent de nombreux précaires, parce qu'elle constitue une privation des capacités élémentaires de Sen définit bien aussi une « inutilité à soi ». Les hommes inutiles existent sous des modalités très différentes dans les pays rattrapés, les pays émergents et singulièrement dans les zones rurales des pays stagnants, où le capital naturel s'est effondré.

Doit alors être posée la question de l'immigration : est-elle susceptible d'aggraver encore la situation des pauvres dans les pays rattrapés ? PNG exprime alors le consensus des économistes selon lesquels, si l'immigration est susceptible de peser sur le niveau du salaire des sédentaires dans les pays rattrapés, elle ne crée pas en tant que telle d'hommes inutiles supplémentaires sur le territoire d'accueil. Il n'en reste pas moins que l'objectif d'ouvrir et de vider les trappes à pauvreté devrait être considéré comme l'objectif premier des politiques publiques. A défaut, les *gated communities* se multiplieront pour les riches, alors que les travailleurs utiles mais exploités, se sentant menacés, se réfugieront dans les identifications communautaires.

L'ouverture des trappes de pauvreté n'est certes qu'une norme minimale au sens de Rawls ou Sen. Mais c'est la première étape indispensable à la réduction des autres inégalités, par la restauration d'un critère très « républicain » : la possibilité de la mobilité sociale.

6. Préconisations. Au temps 3 de l'approche, PNG distingue les quatre niveaux des politiques économiques des Etats : i. Politique extérieure avec le contrôle des flux de marchandises de capitaux et d'hommes ; ii. Politique macroéconomique avec la régulation monétaire, la gestion du budget et de la dette ; iii. Politiques sectorielles, d'éducation, santé, industrie, environnement... iv. Politiques sociales de répartition et de mutualisation des risques. Toutes les questions évoquées dans l'ouvrage nécessitent la définition et la mise en œuvre de politiques nationales indépendantes, mais coordonnées. Toutes ces politiques doivent s'appuyer sur des ensembles de données et d'indicateurs adaptés. Les objectifs intermédiaires pour l'action sont alors les suivants :

- **Sur la nature**, il faut avant tout éviter l'effondrement du capital naturel dans des écosystèmes agraires et en ville, et aussi conclure un accord climatique conduisant à une convergence des émissions vers 2tCO₂/hab [NDLA : même si cette norme des émissions par tête égales est contestée par des auteurs comme O. Godard, on peut considérer qu'elle constitue un point focal utile pour les politiques climatiques nationales] ; la croissance verte ne devrait pas être invoquée pour justifier les politiques climatiques qui sont justifiées en tant que telles, mais en revanche étudier le contenu des politiques de croissance verte du

point de vue de leurs conséquences sur les emplois nomades et sédentaires permettrait d'apprécier leur contribution du problème de l'inutilité ; enfin la politique européenne dans ce domaine affiche des objectifs ambitieux, mais elle souffre dans le même temps de telles contradictions internes qu'elle est menacée d'implosion.

- **Sur la globalisation**, il faut assurer le recentrage des pays émergents sur leur marché intérieur afin de favoriser la création d'emplois sédentaires en leur sein ; Europe et Etats-Unis doivent freiner la tendance à la réduction du nombre de leurs emplois nomades et donc la désindustrialisation ; enfin l'Afrique doit promouvoir la création d'emplois nomades dans des zones d'industrialisation connectées à l'espace mondial. Dans le cas des pays européens, les politiques doivent être en conformité avec le modèle exposé au chapitre 3. cibler un double objectif : i. Augmenter le nombre relatif des emplois nomades et ii. Augmenter la préférence pour les biens et services correspondant à des emplois sédentaires.
- **Sur la finance**, les politiques doivent d'une part réformer la politique monétaire et la gestion de la dette, d'autre part élever un pare-feu entre finance de marché et politique monétaire en réduisant les asymétries d'information entre acteurs. L'accumulation actuelle de capital mesurée par rapport aux revenus du travail, sans précédent depuis la fin du XIX^e siècle comme l'a montré T. Piketty, doit conduire à attendre des purges brutales du « mistigri », sans qu'il soit possible aujourd'hui d'évaluer l'ampleur des destructions de capital lors des futures crises financières. L'enjeu est d'en réduire la violence pour en minimiser les impacts : la création monétaire doit alors strictement assurer le financement de l'investissement public et privé, et par ailleurs une stricte séparation doit être établie entre banques commerciales et institutions financières gérant l'épargne. Par ailleurs, pour mener une politique financière autonome, un gouvernement doit pouvoir contrôler l'endettement à l'étranger de ses banques commerciales nationales, sinon il sera victime des crises financières survenues à l'étranger.

7. Ouverture vers la politique. L'ouvrage se termine par un appel à l'invention politique, fondé sur un survol des séquences politiques qui, selon P. N. Giraud, ont marqué le siècle dernier, de la commune de Paris en 1871 à celle de Shanghai en 1968. La commune de Paris est de fait un moment d'invention politique, en rupture avec l'Etat bourgeois et depuis, le rapport entre la politique et les Etats se structure autour de la polarité « réformes » et « révolution ». De 1871 à 1917, la social-démocratie veut réformer sans révolution, alors que Lénine fonde en 1902 le parti qui conquiert le pouvoir en Russie. Pour l'auteur, de 1917 à 1968, la social-démocratie n'est capable de réformes que sous la pression de la « menace bolchévique » [NDLA : avec notamment la mise en œuvre du régime de croissance « fordiste » durant les trente glorieuses]. Depuis 1968 (et non 1989) s'est ouverte l'ère de la « politique hétérogène », avec de nouveaux acteurs qui dépassent le jeu des partis de gouvernement. La crise de l'« Etat pour tous » et le développement de l'inutilité dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud peut alors déboucher – et débouche souvent – sur les révoltes et les guerres civiles.

Entre la « révolte des multitudes contre les seigneurs de l'empire » et le renforcement des Etats dans la coopération, notamment en Europe, P. N. Giraud conclut son ouvrage en marquant clairement son choix pour cette dernière option.